

Analyse

« L’humanitarisme de salon » : le problème du corridor d’aide maritime de Gaza

vendredi 22 mars 2024, par [BADAWI Samer](#) (Date de rédaction antérieure : 16 mars 2024).

Bien que l’aide soit désespérément nécessaire, les experts mettent en garde contre le fait que le plan dirigé par les États-Unis ne tient pas compte de la cause fondamentale de la famine dans la bande de Gaza : le contrôle total d’Israël sur la bande de Gaza.

Sommaire

- [Distraction flagrante](#)
- [Saper l’UNRWA](#)
- [« Les Palestiniens ne veulent](#)

Des Palestiniens vus au port de la ville de Gaza, le 13 juin 2019. (Hassan Jedi/Flash90)

Lorsque Huwaida Arraf a participé à l’organisation du premier voyage maritime « Free Gaza » au départ de Chypre en 2008, elle savait que cet effort était essentiellement symbolique. Cela faisait deux ans qu’Israël avait commencé à imposer des restrictions qui allaient finalement se transformer en un siège quasi total de la bande de Gaza, interdisant tout trafic maritime entrant et interdisant la pêche au-delà d’un maximum de [six miles nautiques](#). Le blocus a sévèrement limité une source essentielle de nourriture et de moyens de subsistance pour de nombreux résidents palestiniens, mais l’objectif du voyage *Free Gaza* – qui ne transportait qu’une seule boîte d’appareils auditifs pour une organisation caritative travaillant avec des enfants sourds – n’était pas d’apporter de l’aide.

« Nous avons deux bateaux de pêche qui nous ont à peine permis de traverser la Méditerranée », explique Arraf, avocat et militant des droits de l’homme, à +972. « Le véritable objectif était d’affronter et de contester le blocus illégal d’Israël. »

Aujourd’hui, cinq mois après le début de la guerre dévastatrice d’Israël contre Gaza, M. Arraf travaille avec la [Coalition de la flottille de la liberté](#) pour organiser un nouveau voyage. La nouvelle flottille, qui n’a pas encore annoncé de date de départ, [transportera certainement de l’aide](#), mais sa mission à long terme, a expliqué M. Arraf, consiste à « remettre en question les politiques de contrôle ».

Ces politiques, selon les critiques, sont au cœur d’un nouveau « [corridor maritime](#) » pour Gaza, comprenant un port *offshore*, annoncé par les États-Unis, l’Union européenne et le Royaume-Uni. Bien que ce projet soit présenté comme un moyen d’acheminer rapidement l’aide humanitaire dans la bande de Gaza assiégée, il laisse essentiellement les Palestiniens de Gaza à la merci des mêmes gouvernements qui soutiennent et encouragent l’assaut d’Israël contre l’enclave.

Elle révèle également l’impuissance des bailleurs de fonds d’Israël. Après tout, le bain de sang qu’ils continuent de financer ne se mesure pas seulement en corps palestiniens mutilés et en paysages

ravagés, mais aussi par une [campagne de famine délibérée](#) qui se déroule sous leur surveillance – une campagne qui, de [l'aveu](#) même des responsables américains, ne peut être annulée par des mesures palliatives. Dans le même temps, alors que des centaines de milliers de Palestiniens sont aux prises avec la [faim](#), le corridor maritime proposé pourrait être leur seule chance de survie à court terme.

Des Palestiniens attendent un repas chaud préparé par des bénévoles, à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, le 20 février 2024. (Abed Rahim Khatib/Flash90)

« Les enfants qui sont déjà [morts de faim](#) à Gaza avaient survécu à d'innombrables bombardements et déplacements avant de mourir dans l'angoisse », a déclaré [Yara M. Asi](#), professeur adjoint de santé mondiale à l'université de Floride centrale et auteur de « *How War Kills* » (Comment la guerre tue). « Personne ne veut voir un autre enfant mourir de faim. »

En même temps, M^{me} Asi prévient que le niveau de désespoir à Gaza signifie que les Palestiniens devront faire des choix déchirants pour déterminer qui recevra l'aide en premier. « Comment établir un ordre de priorité entre les mères âgées, les enfants et les adultes en bonne santé ? » a-t-elle déclaré à +972. « C'est un choix impossible pour les familles. »

C'est aussi un choix qui a été « annoncé depuis des mois », ajoute Asi. En décembre, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA) a [averti](#) que l'insuffisance de l'aide mettait 40 % de la population de Gaza « en danger de famine ». Trois mois plus tard, le Programme alimentaire mondial [estime](#) que l'ensemble de la population de Gaza, soit 2,2 millions de personnes, se trouve « en situation de crise » ou à un niveau pire d'insécurité alimentaire aiguë.

Malgré l'urgence, des sources impliquées dans la planification du corridor maritime, qui ont requis l'anonymat, ont déclaré à +972 que des détails clés de son exécution restent en suspens – y compris, de manière cruciale, la manière dont l'aide sera distribuée une fois qu'elle sera arrivée dans la bande de Gaza. En particulier, le manque de coordination avec l'UNRWA, qui a été la cible d'une [campagne de diffamation et de financement](#) menée par Israël au cours des deux derniers mois, est presque sûr d'entraver l'effort international, ce qui soulève de sérieuses questions quant à son intention.

Distraction flagrante

Une grande partie de l'incertitude entourant le corridor maritime tourne autour de la dernière partie de ce qu'une source a appelé une « approche en trois phases ».

La première phase est menée par l'organisation caritative espagnole *Open Arms* et son partenaire *World Central Kitchen* (WCK), qui gère des dizaines de sites de préparation de nourriture à Gaza. Vendredi, un [navire](#) lié à *Open Arms* est arrivé de Chypre au large de la côte de Gaza, transportant quelque 200 tonnes de dons alimentaires sécurisés par l'organisation caritative et WCK.

Vidéo sur X montrant le déchargement de l'aide – bien qu'à l'heure où nous écrivons ces lignes, la manière dont l'aide est distribuée n'est pas claire. Entre-temps, l'organisation caritative indique qu'un deuxième navire est en train d'être préparé pour partir de Chypre.

Au cours des deuxième et troisième phases, l'armée américaine construirait une [jetée](#) au large de la côte de Gaza et superviserait le transfert d'une quantité d'aide suffisante pour préparer deux millions de repas par jour, [selon](#) la Maison-Blanche. Mais même si les expéditions maritimes devaient arriver à terre comme prévu, le Pentagone estime qu'il faudra [deux mois](#) pour les

acheminer – une attente trop longue pour la [population affamée de Gaza](#), avertissent les experts de l'aide humanitaire. On estime que 300 000 personnes sont confrontées à une famine imminente dans le [nord de Gaza](#) et, [selon](#) les Nations Unies, la faim a atteint des « niveaux catastrophiques » dans l'ensemble de la bande.

Entre-temps, les organisations humanitaires critiquent déjà le plan maritime qui ne s'attaque pas à la cause fondamentale de la crise de la faim à Gaza. Médecins sans frontières (MSF) averti que les projets américains concernant la jetée constituaient une « [distraction flagrante](#) » face au refus persistant d'Israël de faciliter l'acheminement de l'aide dans l'enclave, en particulier dans le cadre d'un assaut qui a déjà [tué](#) plus de 31 000 personnes.

Des [critiques similaires](#) ont été formulées à l'encontre des largages de vivres effectués par les États-Unis, qui ne fournissent qu'une petite partie de l'aide nécessaire au nord de Gaza et qui, en tout état de cause, ne peuvent garantir une distribution sûre. Le 8 mars, par exemple, cinq personnes ont été tuées et dix autres blessées par la [chute de colis d'aide humanitaire](#) lorsque les parachutes auxquels ils étaient attachés ne se sont pas ouverts.

Selon les Nations Unies, au cours des cinq derniers mois, les livraisons d'aide à Gaza ont été bloquées à un [maximum de 150 camions](#) par jour en moyenne, soit plus de trois fois le nombre de camions qui entraient chaque jour avant le 7 octobre. Les pénuries alimentaires croissantes ont eu pour conséquence que le flux de camions est devenu une fraction de plus en plus petite de ce qui est nécessaire – un fait [reconnu](#) par nulle autre que [Samantha Power](#), directrice de l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Même lorsque l'aide alimentaire parvient à atteindre les zones les plus durement touchées, les forces israéliennes ouvrent parfois le feu sur les affamés, comme ce fut le cas lors du « [massacre de la farine](#) » du 29 février, au cours duquel au moins 110 Palestiniens ont été tués.

Des paquets d'aide pour les Palestiniens de la bande de Gaza largués par des avions dans le nord de Gaza, vus du côté israélien de la frontière, le 11 mars 2024. (Chaim Goldberg/Flash90)

Saper l'UNRWA

Cette spirale de l'urgence est étroitement liée aux efforts agressifs déployés pour [affaiblir](#) l'UNRWA, une agence depuis longtemps prise pour cible par les responsables israéliens. Selon l'ancien porte-parole de l'UNRWA, Chris Gunness, le [convoi](#) qui a conduit au massacre de la farine « a été réalisé par des mercenaires, des chauffeurs de camion coordonnés par les autorités israéliennes », qui ont cherché à contourner l'agence des Nations Unies. Selon lui, ces chauffeurs ne connaissaient pas la région ni la logistique de l'acheminement de l'aide dans la bande de Gaza.

La tentative désastreuse du 29 février, selon Gunness, a montré que l'UNRWA est « la seule organisation ayant l'expérience, le personnel et l'infrastructure nécessaires pour distribuer l'aide en toute sécurité » dans l'enclave – en particulier dans les quantités annoncées par le président Joe Biden la semaine dernière.

« Il est impensable de reconstituer une nouvelle organisation d'aide comme l'UNRWA pour superviser la distribution de nourriture à cette échelle », a déclaré M. Gunness à +972. « C'est de l'humanitarisme de salon, de la part de personnes qui ne sont jamais allées à Gaza ou qui ne comprennent pas les complexités de l'acheminement de l'aide dans cette situation hautement volatile. »

Reconnaissant le rôle vital de l'UNRWA, le Canada, l'Union européenne, la Suède et l'Australie ont

[récemment repris le financement](#) de l'agence après l'avoir brièvement suspendu à la suite d'allégations israéliennes non vérifiées selon lesquelles une douzaine des 13 000 employés de l'UNRWA basés à Gaza étaient impliqués dans l'attaque du 7 octobre menée par le Hamas contre le sud d'Israël. Malgré une évaluation des services de renseignement exprimant une « [faible confiance](#) » dans les affirmations d'Israël, les États-Unis n'ont pas encore rétabli leur financement, ce qui obscurcit encore les projets de l'administration Biden concernant les expéditions d'aide par voie maritime.

Et bien que les experts s'accordent à dire que l'UNRWA est la seule organisation disposant des entrepôts, des véhicules et du personnel nécessaires pour stocker et livrer en toute sécurité des denrées alimentaires à cette échelle, Juliette Touma, directrice de la communication de l'UNRWA, a déclaré à +972 que l'agence « n'est pas impliquée et n'a pas été approchée » au sujet de cet effort. Pendant ce temps, les attaques israéliennes, qui ont jusqu'à présent détruit ou endommagé 157 installations de l'UNRWA à Gaza et coûté la vie à 165 membres du personnel de l'agence, se poursuivent sans relâche.

Des Palestiniens reçoivent des sacs de farine au centre de distribution de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), le 23 novembre 2023. (Abed Rahim Khatib/Flash90)

Malgré les projets de corridor maritime, la situation humanitaire à Gaza continue de se détériorer rapidement. L'UNRWA a [annoncé](#) cette semaine qu'en moyenne, seuls 168 camions d'aide étaient entrés chaque jour ce mois-ci. Le 11 mars, le commissaire général de l'UNRWA, Philippe Lazzarini, a déclaré dans une [publication sur X](#) que les restrictions israéliennes sur les produits dits « à double usage » s'étaient renforcées, les « produits vitaux » tels que les anesthésiques, les ventilateurs et les médicaments contre le cancer étant interdits d'entrée. Le 2 mars, une enquête de CNN a [révélé](#) que l'armée israélienne avait interdit l'accès à des camions entiers d'aide essentielle si l'un de ces articles interdits se trouvait à bord.

Et avec une telle impunité, pourquoi ne le feraient-ils pas ? Les responsables israéliens [continuent](#) d'affirmer qu'« il n'y a pas de pénurie alimentaire à Gaza », même si la majorité des Israéliens souhaitent qu'il y en ait une : un récent sondage réalisé par la chaîne israélienne *Channel 12* a [révélé](#) que 72 % des Israéliens étaient favorables à la poursuite de la suspension de l'aide alors que le Hamas et d'autres groupes détenaient toujours des otages à Gaza. Le ministre israélien des finances, Bezalel Smotrich, a [ordonné](#) aux entrepreneurs du port d'Ashdod de ne pas livrer à l'UNRWA les cargaisons de farine dont elle a tant besoin. Un jour plus tard, la Knesset a adopté un [projet](#) de loi interdisant à l'agence d'opérer sur le « territoire souverain » d'Israël.

« Les Palestiniens ne veulent pas vivre que de l'aide humanitaire »

Il est difficile d'imaginer une tragédie plus emblématique de l'échec de la politique des États-Unis au cours des cinq derniers mois que la proposition de corridor maritime. Le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, s'est à maintes reprises opposé aux demandes timides de la Maison Blanche pour qu'il mette un frein à ce que M. Biden a qualifié avec désinvolture de massacre d'innocents « [à outrance](#) ». La protection des enfants palestiniens – dont plus de 13 000 ont péri à ce jour – n'a manifestement jamais figuré parmi les priorités de l'administration américaine ; cela aurait signifié l'annulation d'une partie au moins de la [centaine de ventes de matériel militaire](#) approuvées par Washington depuis le 7 octobre. Se prémunir contre la famine ne semble pas moins être une réflexion après coup.

« Les Palestiniens de Gaza ont souffert de l'insécurité alimentaire bien avant le 7 octobre », a

déclaré M. Asi. « Mais cette fois-ci, le traumatisme est différent. Les Palestiniens savent très bien que le fait de mourir de faim ou non est une décision prise selon les caprices de puissances qui échappent totalement à leur contrôle. »

Alors pourquoi un pays qui a l'intention d'affamer les Palestiniens de Gaza fait-il soudain volte-face lorsque l'aide alimentaire arrive par bateau et non par camion ? À [entendre](#) les responsables israéliens, le corridor maritime a pour but d'obtenir une « légitimité internationale » afin de poursuivre la guerre contre Gaza, dont Israël continue d'affirmer qu'elle vise à mettre le Hamas en déroute.

Le navire Rachel Corrie de la flottille du Mouvement pour la libération de Gaza s'approche du port d'Ashdod, sous la conduite de navires de la marine israélienne, dans le sud d'Israël, le 5 juin 2010. (Edi Israel/Flash90)

Cela pourrait expliquer pourquoi les autorités israéliennes ont mis en place des installations d'inspection dans la ville portuaire chypriote de Larnaca, et pourquoi le porte-parole militaire israélien Daniel Hagari a annoncé un « [afflux d'aide](#) » à Gaza. Mais ces points de discussion n'ont aucun sens tant qu'Israël continue de bloquer l'accès par voie terrestre, en particulier au nord de Gaza.

« Cette initiative maritime n'enlève rien à l'obligation d'Israël, en tant que puissance occupante, d'ouvrir totalement les points de passage terrestres et de permettre un accès humanitaire sans entrave », a averti M. Guinness, qui a souligné que la Cour internationale de justice avait réaffirmé ces obligations contraignantes dans ses mesures provisoires du 26 janvier. Et rien de tout cela ne sera possible, a-t-il ajouté, sans un « cessez-le-feu stable et crédible ».

Cependant, même avec un cessez-le-feu, le corridor maritime tant vanté par les États-Unis souffre d'un problème structurel, enraciné dans le long siège israélien de Gaza. Dov Weisglass, ancien conseiller principal du Premier ministre de l'époque, Ehud Olmert, a décrit de manière infâme le blocus comme une « [mise au régime](#) » des Palestiniens. Le fait que les politiques qui en ont découlé, accompagnées de calculs caloriques pour chaque Palestinien, aient été mises en place il y a près de vingt ans devrait être une raison suffisante pour douter des intentions d'Israël aujourd'hui.

« Il est absurde que l'aide humanitaire soit coordonnée avec l'entité qui a publiquement annoncé son intention d'affamer les Palestiniens de Gaza », a déclaré M. Arraf. « En fin de compte, les Palestiniens ne veulent pas vivre de l'aide. Ils veulent, ont besoin et méritent la liberté ».

Samer Badawi, le 16 mars 2024

P.-S.

- Agence Média Palestine. 19 mars 2024 : <https://agencemediapalestine.fr/blog/2024/03/19/lhumanitarisme-de-salon-le-probleme-du-corridor-d-aide-maritime-de-gaza/>

Source : [+972](#)

- Traduction ED pour l'Agence Média Palestine.

- Samer Badawi a rejoint +972 en 2014 et a couvert l'opération Bordure protectrice pour le magazine depuis Gaza et la Cisjordanie pendant l'été et l'automne de cette année-là. Il écrit sur la politique américaine dans la région, sur l'activisme israélo-palestinien et sur le lien entre le mouvement pour les droits des Palestiniens et d'autres luttes de libération. Ses reportages et ses analyses ont été cités par le Washington Post, repris par Al Jazeera, la BBC et d'autres médias grand public, et ont été qualifiés d' »incontournables » par Arad Nir de la chaîne israélienne Channel 2. Il était auparavant correspondant à Washington pour Middle East International.